

LES JURIDICTIONS FINANCIÈRES



ROTARY LYON EST -27 FÉVRIER 2023

Entrée en matière en 3 minutes

- <https://www.youtube.com/watch?v=nH5PgJCCTEE&t=50s>

La Cour des comptes et les chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC) forment les juridictions financières

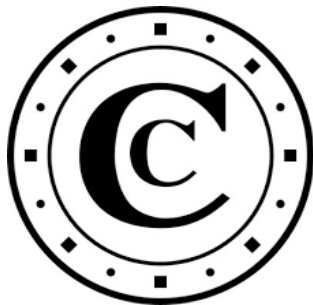
Cour des comptes

Paris

+

23 CRTC

13 en métropole et 10 outre-mer



Mission principale

S'assurer du bon emploi de l'argent public et en informer les citoyens



Une mission tirée de l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

« La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration »

La Cour des comptes a été créée par Napoléon en 1807

son rôle est décrit à l'article 47-2 de la Constitution, se situe à équidistance du Parlement et du Gouvernement.



Les chambres régionales des comptes ont été créées lors de la décentralisation (loi du 2 mars 1982). En contrepartie de l'autonomie financière accordée aux collectivités locales, le législateur a prévu un contrôle a posteriori de leurs comptes et de leur gestion par les CRTC.



D'autres institutions indépendantes sont associées à la Cour des comptes ou placées auprès d'elle

Le Conseil des prélèvements obligatoires

Chargé d'apprécier l'évolution et l'impact économique, social et budgétaire de l'ensemble des prélèvements obligatoires, et de formuler des recommandations à leur égard.

Le Haut Conseil des finances publiques

Contribue à la surveillance des finances publiques en formulant des avis sur les projets de loi de finances.

La commission de contrôle des organismes de gestion des droits d'auteur et des droits voisins

(SACEM, etc..)

Contrôle les comptes et la gestion de ces organismes; contrôle le respect des dispositions concernant les missions de ces sociétés

Un modèle juridictionnel

- ❑ **Dans d'autres pays les institutions supérieures de contrôle (ISC) sont des organismes d'audit** (NAO en Grande-Bretagne, GAO aux USA)
- ❑ **Un ordre de juridiction administrative spécialisé** : Les CRTC sont rattachées organiquement à la Cour des comptes mais sont indépendantes.
- ❑ **Statut de magistrat** : serment; indépendance et inamovibilité; conseil supérieur (carrières, questions disciplinaires)
- ❑ **Un ministère public** près la Cour et près les CRTC (Procureur général et procureurs financiers)
- ❑ **Des fonctions juridictionnelles**

Quatre grandes missions



Contrôler



Certifier



Evaluer



Juger

Contrôler (les comptes et la gestion)

S'assurer de la **régularité** et de la **performance** (efficacité et efficience) de la gestion publique

ligne rouge: l'opportunité

Un champ de compétences large

Cour des comptes

- Etat
- Entreprises publiques
- Etablissements publics nationaux
- Organismes faisant appel à la générosité du public (vérifier la conformité des dépenses engagées aux objectifs poursuivis)

CRTC

- Collectivités locales (CL)
- Etablissements locaux
- Hôpitaux
- chambres consulaires
- Société d'économie mixte (SEM)
- Sociétés et associations, dès que les CL sont actionnaires majoritaires ou subvention publique > à 1 500 €



Rapports assortis de recommandations

❑ Des prérogatives importantes

- Autonomie de programmation: analyse de risques, signalements
- Des pouvoirs d'investigation étendus : sur pièces et sur place; accès étendu aux documents

❑ Des valeurs fortes

- Indépendance; collégialité; contradiction

❑ Des procédures et des normes

- Code des juridictions financières; normes professionnelles; charte de déontologie

❑ Un pouvoir de sanction limité mais un travail partenarial avec d'autres institutions

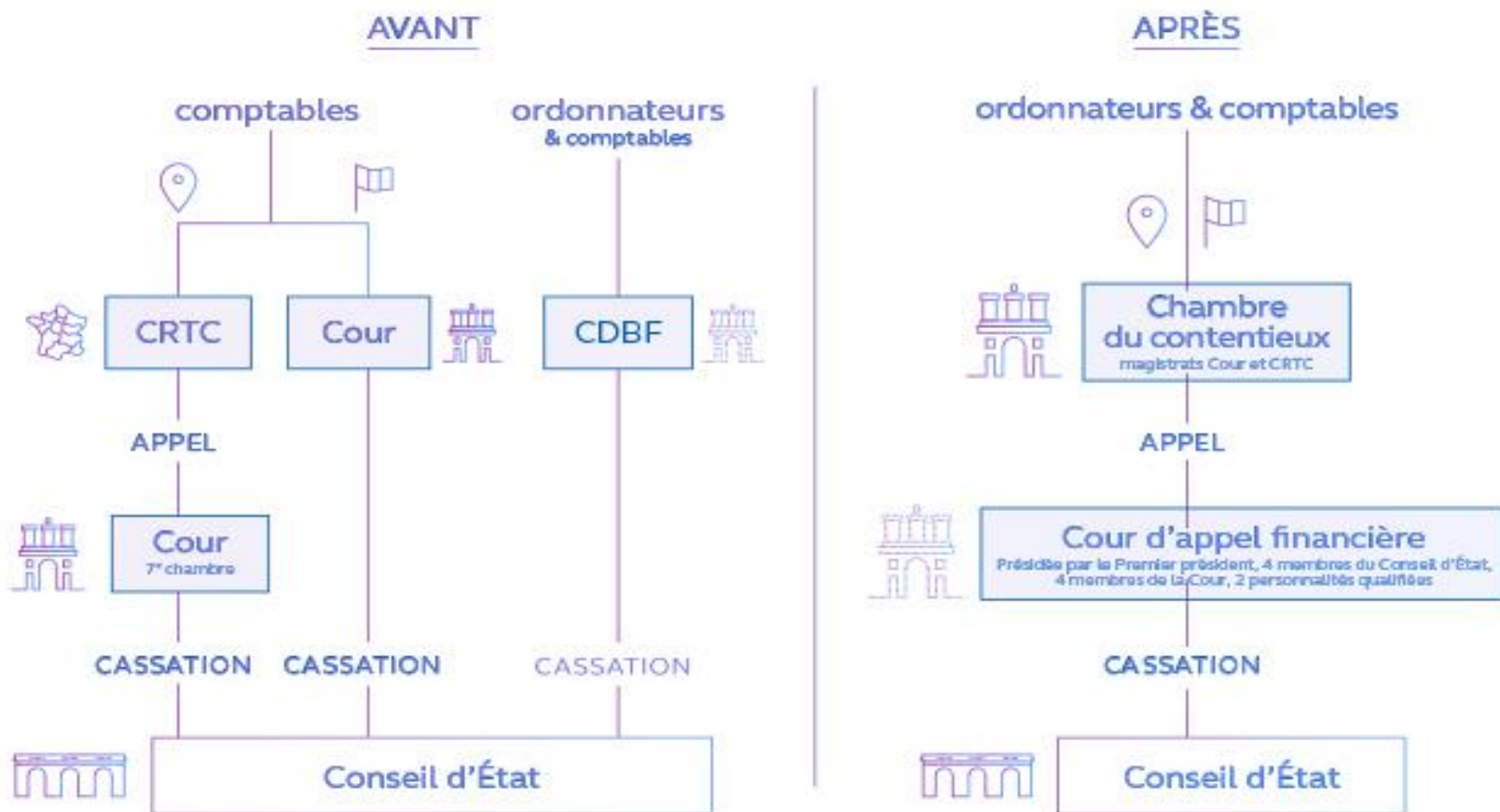
Juge judiciaire ; Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP); services fiscaux; agence française anti corruption (AFA)

❑ Le lien avec la mise en jeu de la responsabilité des gestionnaires publics devant la Cour des comptes

Juger les gestionnaires publics

Mise en place en janvier 2023 d'un nouveau régime de responsabilité unifié pour les comptables publics et les ordonnateurs

=> Sanctionner le non-respect des règles qui encadrent la gestion publique



Les Infractions poursuivies

- infraction aux règles relatives à l'exécution des recettes et des dépenses (exigence d'une faute grave et d'un préjudice financier significatif)
- l'octroi d'un avantage injustifié à autrui ou à soi-même
- engagement d'une dépense sans en avoir le pouvoir
- inexécution des décisions de justice

Certifier

les comptes de l'État, ceux du régime général de la sécurité sociale, ainsi que ceux du Parlement.

= s'assurer que les comptes sont réguliers et sincères

Mission propre à la Cour des comptes

Evaluer la mise en œuvre des politiques publiques

= vérifier si leurs résultats sont à la hauteur des objectifs fixés et si les moyens sont utilisés de façon efficiente.

Cour des comptes et, depuis fin 2022, CRTC

Une mission propre aux CRTC: le contrôle budgétaire

Saisine du préfet en cas de budget d'une collectivité locale non voté, voté en déséquilibre; de compte administratif en déficit;

La diversité des sujets et des thématiques : quelques rapports récents

Cour des comptes

- L'ÉVOLUTION DU DISPOSITIF FRANÇAIS DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT des capitaux
- FÉDÉRATION FRANÇAISE DE CARDIOLOGIE
- LE SOUTIEN AUX EXPORTATIONS DE MATÉRIEL MILITAIRE
- Le soutien au tourisme durant la crise sanitaire
- La formation initiale et le recrutement des enseignants
- Santé publique France
- La rénovation énergétique des bâtiments
- Etablissement public du château de Fontainebleau
- Le chantier de la cathédrale Notre Dame de Paris
- Mieux mesurer l'activité des forces de sécurité intérieure

CRC Auvergne-Rhône-Alpes

- Société d'économie mixte des transports de l'agglomération de Grenoble (Semitag)
- Commune de Vénissieux
- CCI de L'Allier
- Société d'aménagement de la station de La Plagne (SAP)
- Les parcs naturels régionaux en Auvergne-Rhône-Alpes
- EM Lyon Business School
- OPH Est Métropole Habitat
- Centre hospitalier Annecy Genevois
- Commune de Clermont-Ferrand
- Syndicat mixte Savoie déchets
- Département du Cantal
- Commune de Saint-Cyr au Mont d'Or
- Communauté d'agglomération du Puy en Velay

Des juridictions financières qui évoluent

Extension du champ de compétences

- Evaluation des politiques publiques locales aux CRTC
- Cliniques privées et EHPAD privés (-> groupes)

Se rapprocher des citoyens

- Ouverture d'une plateforme de signalement en ligne
- Une plateforme de participation citoyenne => rapports d'initiative citoyenne à partir de 2023
- Accent mis sur la communication

De nouvelles méthodes et outils de travail

- Audits flash; notes structurelles
- Travail sur les bases de données

Renforcement de la dimension internationale

- coopération avec les autres ISC (normes internationales; revues par les pairs)
- l'audit externe des organisations internationales

Un exemple en vidéo: audit flash de la CRC Auvergne Rhône-Alpes sur les aides COVID aux remontées mécaniques

- <https://youtu.be/knkUq5vwIVE>